

RESEARCH ARTICLE/ÉTUDE ORIGINALE

La culture stratégique québécoise à l'aune de la guerre en Ukraine

Nicolas-François Perron¹  et Justin Massie² 

¹Doctorant, Département de science politique, Université du Québec à Montréal (UQÀM), 400 Ste-Catherine Est, Montréal QC, H2L 2C5, Canada et ²Professeur, Département de science politique, Université du Québec à Montréal (UQÀM), 400 Ste-Catherine Est, Montréal QC, H2L 2C5, Canada

Auteur correspondant: Nicolas-François Perron; Courriel: perron-giroux.nicolas-francois@courrier.uqam.ca

(Reçu le 25 juillet 2024; révisé le 17 février 2025; accepté le 16 avril 2025; publié en ligne le 6 août 2025)

Résumé

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a suscité des réactions importantes au Québec, mettant de l'avant des traits distinctifs de sa culture stratégique. Cet article propose une analyse rigoureuse et systématique des attitudes québécoises face à la guerre en Ukraine, en examinant les discours des élites politiques, des élus et politiciens, des médias et de l'opinion publique du 1^{er} novembre 2021 au 24 février 2024. L'objectif est d'explorer les caractéristiques de la culture stratégique québécoise, d'évaluer son évolution et d'analyser son articulation avec la culture stratégique canadienne dominante. L'article s'intéresse également à la présence d'attitudes prorusses au Québec. Bien que la culture stratégique québécoise évolue progressivement vers un internationalisme libéral, nos résultats démontrent qu'elle demeure marquée par certaines tendances pacifistes, antimilitaristes et anti-impérialistes. Les attitudes prorusses, bien que présentes, sont principalement véhiculées par un nombre restreint d'acteurs.

Abstract

Russia's invasion of Ukraine in February 2022 provoked significant reactions in Quebec, revealing distinct features of its strategic culture. This article offers a rigorous and systematic analysis of Quebec's attitudes toward the war in Ukraine by examining the discourse of political elites, elected officials, media, and public opinion from November 1, 2021, to February 24, 2024. The objective is to explore the characteristics of Quebec's strategic culture, assess its evolution, and analyze how it aligns with or diverges from the dominant Canadian strategic culture. The article also considers the presence of pro-Russian attitudes in Quebec. While Quebec's strategic culture is gradually shifting toward liberal internationalism, our findings indicate that it remains influenced by pacifist, anti-militarist, and anti-imperialist tendencies. Pro-Russian views, although present, are mainly promoted by a limited number of actors.

Mots clés: Culture stratégique; Québec; guerre en Ukraine; Russie; paradiplomatie

Keywords: Strategic culture; Quebec; war in Ukraine; Russia; paradiplomacy

Dès le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022, les élus de l'Assemblée nationale du Québec ont adopté à l'unanimité une motion de solidarité avec le peuple ukrainien. Cette motion réaffirmait « le droit du peuple ukrainien de vivre dans un pays en paix, prospère et souverain » et exprimait le « souhait d'une résolution pacifique basée sur la négociation et le respect du droit international ». Lors du dépôt de cette motion, le député de Québec solidaire (QS), Andrés Fontecilla, a toutefois nuancé cette position en déclarant que « le Québec doit être un acteur de la paix et non pas jeter de l'huile sur le feu, s'élancer dans une surenchère militariste » (Assemblée nationale du Québec, 2022a). Ces propos du député solidaire reflétaient un sentiment partagé dans l'espace public québécois. En effet, certains textes d'opinion dans les médias ont exprimé des préoccupations quant au risque d'un engagement excessif de l'Occident, susceptible de s'inscrire dans les ambitions impériales des États-Unis (Bock-Côté, 2022; Baillargeon et al., 2023a, 2023b). Selon certains d'entre eux, l'adhésion de l'Ukraine à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) représenterait une « provocation de trop » (Facal, 2022).

Bien que la Constitution canadienne attribue sans ambiguïté à l'ordre de gouvernement fédéral les prérogatives en matière de guerre et de paix, les élus provinciaux du Québec interviennent régulièrement sur des questions de sécurité internationale. Ces prises de position s'inscrivent dans le cadre d'une paradiplomatie identitaire québécoise, caractérisée par l'affirmation de valeurs « pacifiques », de respect du droit international et du multilatéralisme, plutôt que par des motivations souverainistes ou électoralistes (Massie et Lamontagne, 2018). La motion adoptée le 23 février 2022, ainsi que les discussions qui ont suivi, témoignent de cette volonté d'exprimer une identité québécoise distincte en matière de relations internationales. Le premier ministre du Québec, François Legault, a ainsi déclaré que « le Québec est un peuple pacifique » et que « aujourd'hui puis jusqu'à la fin de cette guerre, les Québécois vont être derrière les Ukrainiens » (Assemblée nationale du Québec, 2022a).

De manière similaire, à la Chambre des communes à Ottawa, le Bloc québécois a soutenu la fourniture d'armes à l'Ukraine en affirmant que « la nation québécoise est pacifique. La nation ukrainienne est pacifique [...] vos gens ont le droit de défendre ceux qu'ils aiment » (Chambre des communes, 2022). Toutefois, cette posture a suscité des critiques au sein des médias québécois, certains estimant que le soutien à l'Ukraine constitue une provocation de l'OTAN, un appui à l'impérialisme américain (Berlyn et al., 2022) ou une ingérence dans la sphère d'influence légitime de la Russie en Ukraine (Roche, 2022). Ces débats soulèvent ainsi une question centrale : quelles attitudes entretiennent les Québécois à l'égard de la guerre en Ukraine ?

S'appuyant principalement sur la notion de culture stratégique québécoise, cet article analyse les attitudes québécoises en matière de sécurité internationale à travers trois d'hypothèses afin de mieux comprendre les préférences du Québec à l'égard de la guerre en Ukraine. Premièrement, il examine dans quelle mesure les discours dominants s'inscrivent dans une perspective pacifiste, antimilitariste, anti-impérialiste ou isolationniste, en s'appuyant sur les travaux existants relatifs aux caractéristiques de la culture stratégique québécoise (Massie et Boucher, 2013).

Deuxièmement, l'article explore l'articulation de la culture stratégique québécoise avec celle qui prévaut dans le reste du Canada, laquelle repose principalement sur une approche atlantiste et internationaliste. La littérature savante propose des analyses divergentes à cet égard, certaines suggérant une convergence croissante entre les deux cultures stratégiques (Roussel et Boucher, 2008), tandis que d'autres soulignent le maintien de divergences persistantes (Boucher, 2010).

Cette recherche examine finalement l'influence des discours prorusses sur l'opinion publique et politique québécoise concernant le conflit en Ukraine. Depuis l'annexion illégale de la Crimée par la Russie en 2014, divers acteurs, tant étatiques que non étatiques, ont contribué à la diffusion de récits prorusses et à la mise en oeuvre de stratégies de désinformation visant à orienter les perceptions publiques (Mejias et Vokuev, 2017).

Afin d'étudier ces trois hypothèses, une analyse de contenu est menée sur la couverture médiatique de la guerre en Ukraine au Québec entre le 1er novembre 2021 et le 24 février 2024. L'échantillon comprend des journaux québécois, à la fois francophones tels que *Le Devoir*, *La Presse* et *Le Journal de Québec*, et anglophone avec *The Gazette*. L'étude prend également en compte les prises de position des principaux partis politiques québécois et les tendances de l'opinion publique sur ce conflit. Afin d'inscrire les attitudes québécoises dans un cadre idéal plus large, les discours médiatiques québécois sont comparés à ceux diffusés dans les principaux médias canadiens, notamment le *Toronto Star*, *The Globe and Mail* et *The National Post*.

Cet article est structuré en trois parties. La première partie explore les débats sur l'action extérieure du Québec et sa culture stratégique, en mettant en évidence ses caractéristiques, l'ampleur de ses divergences avec la culture stratégique canadienne, ainsi que son évolution au fil du temps. La deuxième partie expose le cadre conceptuel et méthodologique retenu pour cette étude. Enfin, la troisième partie examine la culture stratégique québécoise à travers l'engagement du Canada envers l'Ukraine, de novembre 2021 à février 2024, afin d'évaluer les trois hypothèses formulées.

Action extérieure du Québec et culture stratégique québécoise

L'action extérieure des provinces canadiennes s'est développée dans le cadre de leurs compétences constitutionnelles, notamment dans les domaines économique, commercial et environnemental. Toutefois, le Québec se distingue par l'ampleur et la profondeur de son engagement, reflétant une volonté transpartisane d'affirmation identitaire et un certain nationalisme (Nossal et al., 2023).

Trois approches dominent pour expliquer les motivations de l'action extérieure du Québec (Payette, 2011). La première, la protodiplomatie, considère la paradiplomatie comme un levier en faveur de l'indépendance du Québec (Nossal et al., 2023). La deuxième, la paradiplomatie, prône l'harmonisation des politiques entre Ottawa et Québec, bien qu'elle demeure marginale sur le plan politique. La troisième, d'inspiration fonctionnaliste, s'inscrit dans la continuité de la doctrine Gérin-Lajoie et bénéficie d'un large soutien des partis politiques québécois en mettant de l'avant une paradiplomatie identitaire (Paquin 2018; Massie et Lamontagne, 2018).

Cette dynamique suscite néanmoins quelques réticences du gouvernement fédéral, qui considère la politique extérieure comme une prérogative exclusive d'Ottawa. La Cour suprême du Canada reconnaît toutefois le rôle des provinces dans la mise en oeuvre des accords internationaux (Cour suprême du Canada, 1999). En revanche, les questions de défense relèvent exclusivement du fédéral, limitant le Québec à des déclarations politiques plutôt qu'à des initiatives concrètes. Malgré ce contexte constitutionnel, les élus québécois adoptent parfois des positions divergentes de celles du gouvernement fédéral sur les questions de guerre et de paix.

Le positionnement du Québec sur les questions de guerre et de paix

Les différences linguistiques entre le Québec et le reste du Canada ont souvent été considérées comme exerçant une influence significative sur les attitudes envers les engagements militaires extérieurs du Canada. Les francophones et les anglophones auraient des perspectives divergentes concernant l'utilisation de la force militaire. Des événements historiques, tels que la crise de la conscription de 1917–1918 et l'opposition du maire de Montréal, Camilien Houde, à l'enregistrement national en 1940, ont renforcé cette perception de divergences, illustrant ainsi un écart entre les Canadiens français et les Canadiens anglais. À l'hiver 2003, les plus grandes manifestations contre la guerre en Irak au Canada se déroulent à Montréal, incitant le premier ministre du Québec de l'époque à déclarer que celles-ci démontrent « qu'il y a vraiment deux nations au Canada » (Les manifestations prouvent qu'il y a deux nations au Canada - Bernard Landry, 2003).

Une partie de la littérature savante soutient cette tendance, soulignant des différences d'opinions concernant les pertes militaires en temps de guerre entre le Québec et le reste du Canada (Boucher, 2010), ou observant une préférence québécoise pour un cadre multilatéral d'engagement international (Gravelle et al., 2014). Les Québécois sembleraient généralement plus réticents à l'usage de la force (Roussel et Boucher, 2008). Dans les mois précédant la guerre en Irak en 2003, le sentiment antiguerre est nettement plus prononcé au Québec qu'ailleurs au Canada. Une opposition similaire se manifeste lors de l'intensification de la mission en Afghanistan, notamment avec l'engagement du Canada à Kandahar (Massie, 2010). Les Québécois manifestent une plus grande opposition à cette présence militaire, perçue comme plus offensive qu'une mission de maintien de la paix initialement envisagée (Massie et al., 2010).

Selon Massie et Lamontagne (2018), ces prises de position des élus et de la société civile plus largement, traduisent un désir d'engagement au nom de valeurs et de spécificités québécoises. Depuis plusieurs décennies, les élus québécois ont activement pris position sur des enjeux de guerre et de paix. Par exemple, entre 1968 et 1976, le Parti québécois (PQ) a proposé une politique de défense fondamentalement différente de celle des alliés occidentaux, y compris le Canada, notamment en ce qui concerne les interventions internationales et la place du Québec au sein de l'OTAN (Roussel et Théorêt, 2007).

Toutefois, certaines études dépassent la dichotomie traditionnelle entre francophones et anglophones en mettant en avant des spécificités régionales au Canada, nuancant ainsi le mythe des « deux solitudes » et l'idée d'une opinion publique homogène dans le reste du pays (Massie et al., 2010). Tandis que les

Québécois privilégieraient un cadre multilatéral d'intervention, les Albertains favoriseraient des engagements plus étroits avec les États-Unis (Boucher et Nossal, 2017). De leur côté, les résidents de la Colombie-Britannique adopteraient une position plus proche de celle des Québécois que du reste du Canada sur certains de ces enjeux (Gravelle, 2022). Selon Boucher et Nossal (2017), l'accent mis sur les particularités québécoises tend à occulter d'importantes disparités régionales en Alberta, dans les Maritimes et en Colombie-Britannique, ce qui souligne l'importance de considérer les différences culturelles et régionales au-delà des seuls clivages linguistiques (Gravelle, 2022).

Il est largement reconnu que les attitudes québécoises traduisent une véritable culture stratégique. Roussel et Théorêt (2007 : 185) soutiennent ainsi que « s'il existe une "société distincte" [...] il est fort probable qu'il existe également une "culture stratégique distincte" ». Les Québécois sont en effet perçus, tant à l'intérieur de leur propre société qu'au Canada anglais, comme adoptant une attitude substantiellement différente à l'égard des questions de sécurité internationale. Cette culture stratégique repose sur des conceptions variées et plus ou moins partagées par la société et ses élites, concernant l'usage de la force et le cadre d'intervention internationale. Ces conceptions influencent la manière dont sont perçues les actions jugées appropriées sur la scène internationale (Hock, 2021). La culture stratégique québécoise incarne ainsi l'intériorisation d'une hiérarchisation des actions jugées légitimes en matière de sécurité internationale.

Caractéristiques de la culture stratégique québécoise

Trois débats majeurs structurent la réflexion sur la culture stratégique québécoise. Le premier porte sur ses principales caractéristiques. Une conception répandue de cette culture repose sur les notions de pacifisme et d'antimilitarisme. Les Québécois manifesteraient une opposition plus marquée aux engagements militaires. Comparativement aux autres Canadiens, ils exprimeraient un soutien plus faible aux interventions militaires (Gravelle et al., 2014; Kevins et Soroka, 2018). Les francophones se montreraient également moins enclins à soutenir l'augmentation des dépenses militaires (Fitzsimmons et al., 2014) et seraient, de ce fait, moins favorables à l'usage de la force pour résoudre les différends internationaux.

Cependant, bien que souvent associés, le pacifisme et l'antimilitarisme traduisent des conceptions distinctes de cette réticence à l'engagement militaire. Le pacifisme se définit par un appel au cessez-le-feu et au règlement pacifique des conflits (Massie, 2011 : 27), tandis que l'antimilitarisme implique un rejet des institutions militaires et de leurs valeurs, favorisant plutôt un engagement humanitaire dans le cadre des conflits (Roussel et Boucher 2008, 166). Au-delà de ces deux notions, certains auteurs évoquent également un certain isolationnisme québécois, défini comme un « refus de contribuer à la gestion des crises internationales » (Massie et Boucher, 2013 : 370). L'isolationnisme ne traduit ni un refus moral de l'usage de la force ni un soutien aux missions humanitaires, mais plutôt l'idée que ces conflits ne concernent pas directement le Québec : en d'autres termes qu'il ne s'agit pas de « notre guerre ».

Selon certains, une tendance anti-impérialiste caractériserait les attitudes québécoises en matière d'engagements militaires (Roussel et Boucher, 2008;

Massie, 2011; Massie et Boucher, 2013). Cette posture se manifeste par un refus de soutenir ou de participer à des interventions perçues comme servant les intérêts impérialistes des grandes puissances. Historiquement, entre la Conquête britannique et la fin de la Seconde Guerre mondiale (1760–1945), l’anti-impérialisme québécois s’est principalement exprimé à travers la volonté de distinguer les intérêts canadiens de ceux de l’Empire colonial britannique. Pour les Canadiens français, cela se traduisait par un rejet des engagements militaires extérieurs qui ne visaient pas directement la défense du territoire national (Roussel et Boucher, 2008). Dans une perspective plus contemporaine, cette posture anti-impérialiste s’est progressivement déplacée vers une critique accrue des politiques et des interventions des États-Unis (Roussel et Théorêt, 2007).

Dans ce contexte, les réticences québécoises à l’égard des missions perçues comme impérialistes sont parfois attribuées à un rejet du militarisme (Roussel et Boucher, 2008), tandis que d’autres y voient une expression d’un certain anti-américanisme. Selon Haglund et Roussel (2021), le mythe de la survivance face à la domination anglo-saxonne pourrait expliquer la tendance à éviter des engagements militaires aux côtés du Royaume-Uni et des États-Unis. Massie et Haglund (2009) précisent cependant que l’anti-américanisme au Québec est contextuel et sélectif, variant en fonction des administrations américaines et des conjonctures politiques. Ainsi, dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, l’anti-américanisme québécois semble davantage lié aux politiques de l’administration américaine de l’époque qu’à une opposition idéologique fondamentale au mode de vie américain. Les chercheurs distinguent ainsi un anti-américanisme de type « *friendly fire* », émanant d’alliés critiques des choix politiques américains, d’un anti-américanisme plus profond, enraciné dans un rejet des valeurs et des politiques des États-Unis.

Tendances et évolutions au sein de la culture stratégique québécoise

Un deuxième débat portant sur la culture stratégique québécoise concerne sa stabilité au fil du temps. La société québécoise qui émerge à partir des années 1960 se distingue radicalement de celle marquée par la survivance postérieure à la Conquête de 1760. Selon Roussel et Boucher (2008 : 182), cette transformation se reflète dans l’évolution des perceptions québécoises à l’égard des enjeux militaires. Ainsi, le Québec serait passé d’une culture stratégique empreinte de neutralisme, de pacifisme et d’antimilitarisme à une approche davantage internationaliste. Dans cette nouvelle perspective, le respect du droit international et la participation aux institutions multilatérales seraient devenus des éléments centraux de la culture stratégique québécoise, tandis que le recours à la force armée est appréhendé de manière plus nuancée (Roussel, 2006 : 279). L’opinion publique québécoise tendrait ainsi à adopter des positions plus internationalistes, se rapprochant progressivement de celles de l’ensemble du Canada (Roussel et Boucher, 2008 : 176). À l’inverse, certaines recherches suggèrent une résistance au changement, mettant en évidence la persistance d’attitudes régionales distinctes et de dynamiques profondément enracinées (Boucher, 2010).

En lien avec ce débat sur l’évolution de la culture stratégique québécoise, un troisième enjeu porte sur son caractère distinctif par rapport au reste du Canada. La culture stratégique canadienne est influencée par des tendances contradictoires.

D'une part, le Canada exprime une volonté de contribuer positivement à l'ordre international d'après-guerre (Keating, 2002). Cet internationalisme libéral se traduit par une participation active aux efforts multilatéraux à travers des institutions telles que l'ONU et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), promouvant des valeurs de libéralisme économique et de démocratie (Roussel et Théorêt, 2007). D'autre part, le Canada cherche à maintenir son statut d'allié fiable des États-Unis et de ses partenaires atlantiques traditionnels en s'engageant dans la défense continentale à travers le NORAD et la défense collective atlantique via l'OTAN (Boucher et Nossal, 2017).

Toutefois, les Québécois demeurent généralement réticents à l'égard des engagements militaires des grandes puissances, en particulier ceux des États-Unis. Néanmoins, la littérature souligne une évolution vers un internationalisme plus affirmé, où la participation aux institutions multilatérales et le respect du droit international sont valorisés, et où l'usage de la force armée est envisagé de manière plus pragmatique (Roussel, 2006 : 279).

Ces trois dimensions du débat sur la culture stratégique québécoise présentent l'avantage d'être empiriquement vérifiables, à condition que les concepts mobilisés soient clairement définis. Or, de nombreuses discussions sur cette question souffrent d'un manque de clarté dans la définition des différentes conceptions en jeu. La guerre en Ukraine offre un cas d'étude permettant d'approfondir cette réflexion. Cette recherche répond ainsi à un déficit d'études systématiques (Roussel et Boucher, 2008) en analysant les prises de position des Québécois, tout en explorant les divergences entre les francophones et les anglophones du Québec ainsi que les clivages idéologiques sous-jacents. De plus, elle comble une lacune en proposant une analyse intégrée des discours médiatiques, des positions des élites et des tendances de l'opinion publique.

Cadre opératoire

Cet article examine les attitudes québécoises à l'égard de la guerre en Ukraine en analysant trois espaces principaux où elles s'expriment : les médias, les partis politiques et l'opinion publique. Premièrement, une analyse de contenu manuelle a été menée sur la couverture médiatique de la guerre en Ukraine au Québec, entre le 1^{er} novembre 2021 et le 24 février 2024. Le choix du début novembre correspond aux premières prises de position des gouvernements et des médias concernant le deuxième déploiement de forces russes à la frontière ukrainienne. L'analyse se prolonge jusqu'au 24 février 2024 afin de couvrir deux ans de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine.

L'échantillon comprend des journaux francophones (*Le Devoir*, *La Presse*, *Le Journal de Québec*) ainsi qu'un quotidien anglophone, *The Gazette*. Ces journaux représentent les principaux quotidiens en termes de lectorat quotidien au Québec entre 2017 et 2023 (Presse quotidienne, 2024). La diversité de ces publications reflète la pluralité des quatre groupes de presse propriétaires. *Le Journal de Québec* est inclus en raison de sa ligne éditoriale et de son contenu d'actualité similaires à ceux du *Journal de Montréal*, avec lequel il partage souvent chroniques et articles, les deux appartenant à Québecor. Cette sélection permet ainsi de couvrir environ 85 pour cent du lectorat québécois en moyenne hebdomadaire.

Afin de situer les attitudes québécoises dans un cadre comparatif, l'analyse inclut également les trois journaux les plus lus au Canada, soit *The Globe and Mail*, *The Toronto Star* et *The National Post*. Ces publications atteignent un lectorat hebdomadaire totalisant environ 5,65 millions de personnes (Vessey, 2016 : 43–45). Ces journaux permettent de saisir d'éventuelles différences idéologiques au sein de la presse canadienne, représentant respectivement le centre gauche libéral (*The Toronto Star*), la gauche libérale (*The Globe and Mail*), et la droite conservatrice (*The National Post*) (Winter, 2011; Vessey, 2016).

Pour identifier d'éventuelles spécificités et mesurer l'ampleur des divergences concernant la position du Canada face à la guerre en Ukraine, les données colligées comprennent l'ensemble des articles d'informations, de chroniques et de lettres contenant les termes « Canada », « Ukraine » et « Russie ». Sur la période étudiée, 5 989 articles ont été recensés dans ces sept médias, soit 1 630 dans les journaux francophones, 438 dans *The Gazette* et 2 871 dans les journaux canadiens.

La catégorisation des types d'attitudes a été réalisée selon une approche inductive. Le Tableau 1 sur les conceptualisations des attitudes correspond à notre grille de codage. Dans un premier temps, un échantillon non probabiliste systématique représentant 20 pour cent du corpus a été analysé afin d'identifier les principaux types d'attitudes présentes selon la grille de codage établie à partir des hypothèses de la littérature académique sur la culture stratégique québécoise, ainsi que par l'hypothèse d'attitudes prorusses (Hermann, 2008). L'unité d'analyse des attitudes correspond à des phrases uniques, sauf dans le cas où le sens de l'attitude se comprend seulement avec celle précédente ou suivante.

Les articles des journaux anglophones (*The Globe and Mail*, *Toronto Star*, *National Post*, *The Gazette*) ont été extraits de la base de données Factiva sous format PDF, tandis que les journaux francophones (*Le Devoir*, *La Presse*, *Le Journal de Québec*) ont été extraits via la base de données Eureka. L'échantillonnage systématique a été effectué de manière chronologique, en sélectionnant un article sur cinq, et ce, jusqu'à l'épuisement de la base de données (Neuendorf, 2017). Cette méthode a permis d'établir une base initiale d'environ 1 200 textes à coder, à partir d'un total de 5 989 articles colligés.

À partir de cette analyse exploratoire, une liste d'environ cinquante mots clés associés aux attitudes a été élaborée. Par exemple, pour l'attitude pacifiste, des termes tels que « paix », « pacifique » et « pacifisme » ont émergé de l'analyse préliminaire. Ces mots clés ont ensuite été utilisés pour classer les 80 pour cent restants du corpus à l'aide d'une recherche systématique et manuelle visant à repérer les occurrences pertinentes dans l'ensemble des articles en format PDF à travers la commande de recherche sur Adobe. Chaque occurrence a été extraite sous forme de phrase ou de courts passages contextuels lorsque nécessaire, puis compilée dans un document Excel. Ce fichier comprenait des colonnes correspondant à chaque attitude recensée, ainsi que des informations relatives à l'auteur, au journal et à la date de publication, facilitant ainsi le suivi et l'analyse des tendances. L'occurrence d'un mot clé a été codée par la valeur 1, tandis que son absence a été notée par la valeur 0.

Les premières étapes de codage, soit l'analyse exploratrice pour les mots clés avec le premier 20 pour cent des 5 989 textes, puis l'élargissement à l'autre 80 pour cent ont été réalisés par un seul codeur. Les prises de paroles correspondantes aux

Tableau 1. Attitudes au sein de la culture stratégique québécoise

Attitudes	Conceptualisations	Exemples
Pacifisme	Appel au cessez-le-feu immédiat.	« Je suis persuadé qu'il faut, au contraire, négocier avec la Russie et faire cesser cette folie guerrière » (Jalette, 2023).
Antimilitarisme	Rejet des institutions et valeurs militaires.	« Le Québec a une longue tradition humanitaire qui transcende les idéologies politiques des gouvernements » (Assemblée nationale, 2022b).
Anti-impérialisme États-Unis	Opposition aux interventions militaires menées par les États-Unis/blâme sur les États-Unis pour la guerre.	« Les Russes sont-ils complètement fous lorsqu'ils soupçonnent les Américains de toujours vouloir étendre les frontières de leur empire ? » (Bock-Côté, 2022).
Anti-impérialisme OTAN	Opposition à l'élargissement de l'OTAN vers l'est/blâme sur l'OTAN pour la guerre.	« Depuis des mois, le président russe maintient qu'il ne veut pas d'une guerre, mais il répète qu'une expansion de l'OTAN qui permettrait à l'Ukraine d'adhérer à cette alliance militaire constituait une menace pour la Russie » (Bellavance, 2022).
Anti-américanisme « friendly fire » (type 1)	Critique des actions attribuées à un certain président ou administration états-unien.	« Les tensions actuelles gonflent les budgets militaires dans le monde, assurant à leurs fournisseurs d'armes des revenus particulièrement bienvenus pour l'administration Biden » (Roche, 2023).
Anti-américanisme « ennemis » (type 2)	Critique plus profonde des valeurs, politiques et actions états-uniennes.	« Le discours politique manichéen d'une lutte sans merci entre le Bien et le Mal est celui d'une guerre qu'on veut longue. Et c'est précisément l'objectif des États-Unis qui, pour le moment en tout cas, engrangent de nombreux bénéfices stratégiques et économiques dans cette guerre » (Baillargeon et al., 2023a).
Isolationnisme	Le Canada ne devrait pas s'engager dans cette guerre entre l'Ukraine et la Russie. C'est le sentiment qu'il ne s'agit pas de « notre guerre ».	« Le Canada manque l'occasion d'adopter une politique étrangère modeste, mais néanmoins indépendante et distincte, à l'égard de la guerre en Ukraine » (Dawson, 2022).
Propos prorusses	Attitudes reprenant les propos du gouvernement russe sur les origines, objectifs ou finalités du conflit.	« Intégrer l'Ukraine, c'était la provocation de trop » (Facal, 2022).

attitudes au sein des deux documents Excel ont été vérifiées par un second codeur à l'aide de la grille de codage ce qui permet d'éviter les erreurs de fiabilité (Burla et al., 2008). Notre fiabilité inter codeurs est de plus de 92 pour cent pour les médias et de 89 pour cent pour les élus, ce qui correspond à un niveau satisfaisant (Neuendorf, 2017).

Deuxièmement, cette étude examine les prises de position des élites et des principaux partis politiques québécois sur la même période. Ces positions ont été analysées à partir des débats à l'Assemblée nationale, des conférences de presse et des interventions médiatiques. La collecte des données a été effectuée en procédant à des recherches par mots clés (« Ukraine » et « Russie ») dans les archives des débats parlementaires ainsi que dans les index des conférences de presse couvrant la période étudiée.

Compte tenu du volume plus restreint de données disponibles par rapport aux médias, une lecture systématique de l'ensemble des prises de parole a été réalisée. Les discours et déclarations ont été compilés sous format PDF, puis intégrés dans un document Excel structuré selon le même modèle et grille de codage que celui utilisé pour l'analyse des prises de position médiatiques.

Troisièmement, l'analyse repose sur l'examen de l'ensemble des sondages publiés durant la période à l'étude par Angus Reid (4 sondages), Léger (3), Abacus (1) et Nanos (3), portant sur la perception des Québécois à l'égard de la guerre en Ukraine. Ces sondages ont été analysés à la lumière des trois questions directrices de la recherche : quelles sont les caractéristiques de la culture stratégique québécoise ? Les attitudes ont-elles évoluées depuis la période précédant la guerre en Ukraine ? Celles-ci diffèrent-elles de celles dominantes au Canada ?

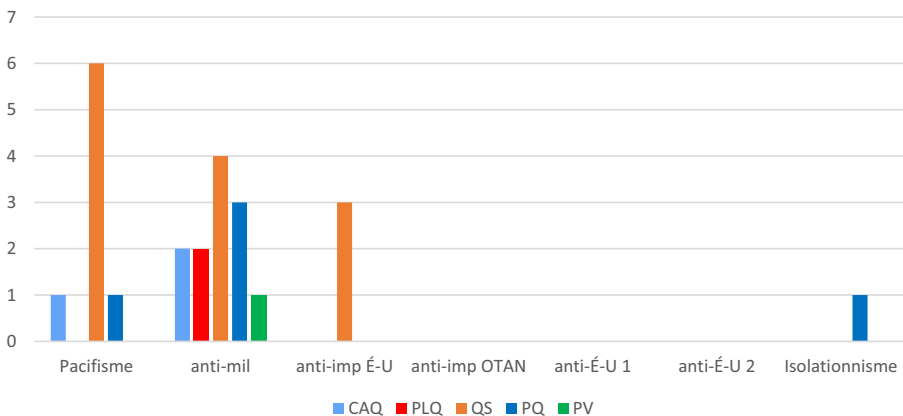
Compte tenu des défis liés à la définition de la culture stratégique québécoise (Roussel et Boucher, 2008), il est essentiel de clarifier les cadres analytiques retenus. L'analyse de contenu des prises de position repose ainsi sur huit attitudes distinctes. Sept de celles-ci correspondent aux hypothèses issues de la littérature sur la culture stratégique québécoise, à savoir : (1) le pacifisme, (2) l'antimilitarisme, (3) l'anti-impérialisme envers les États-Unis et (4) envers l'OTAN, (5) l'anti-américanisme de type « *friendly fire* » et (6) « ennemis », ainsi que (7) l'isolationnisme (voir Tableau 1 et Tableau 2).

Cette recherche vise à caractériser les attitudes québécoises face à la guerre en Ukraine en s'appuyant sur la littérature académique existante. Par conséquent, certaines dimensions de la culture stratégique canadienne, comme l'internationalisme et l'atlantisme, ne sont pas systématiquement codées dans notre base de données. L'objectif est d'identifier les distinctions propres aux attitudes québécoises, et non d'évaluer leur concordance avec les attitudes canadiennes. Ainsi, seuls les éléments susceptibles (à la lumière de la littérature) d'émerger sont pris en compte. La saillance et la convergence des attitudes québécoises avec la culture stratégique canadienne sont plutôt étudiées à travers notre analyse systémique de médias canadiens (*The Globe and Mail*, *The National Post*, *Toronto Star*). Notre section sur l'analyse des données explore aussi la convergence entre les deux cultures stratégiques en articulant les prises de positions du gouvernement du Canada et de celui du Québec.

Enfin, une hypothèse contextuelle a été ajoutée comme huitième attitude, suggérant que des attitudes prorusses pourraient également caractériser les attitudes

Tableau 2. Nombre de déclarations mettant de l'avant une attitude dans les médias et par les politiciens entre le 1^{er} novembre 2021 et le 24 février 2024

	Politiciens	Médias franco-québécois	Média anglo-québécois	The Globe and Mail	Toronto Star	National Post
<i>Pacifisme</i>	8	4	1	0	12	0
<i>Antimilitarisme</i>	12	3	0	1	3	0
<i>Anti-impérialisme États-Unis</i>	3	19	0	1	20	0
<i>Anti-impérialisme OTAN</i>	0	16	1	0	27	0
<i>Anti-américanisme « friendly fire »</i>	0	1	0	0	0	0
<i>Anti-américanisme « ennemis »</i>	0	1	0	0	0	0
<i>Isolationnisme</i>	1	2	0	1	5	0
<i>Attitudes prorusse</i>	3	35	3	2	46	2

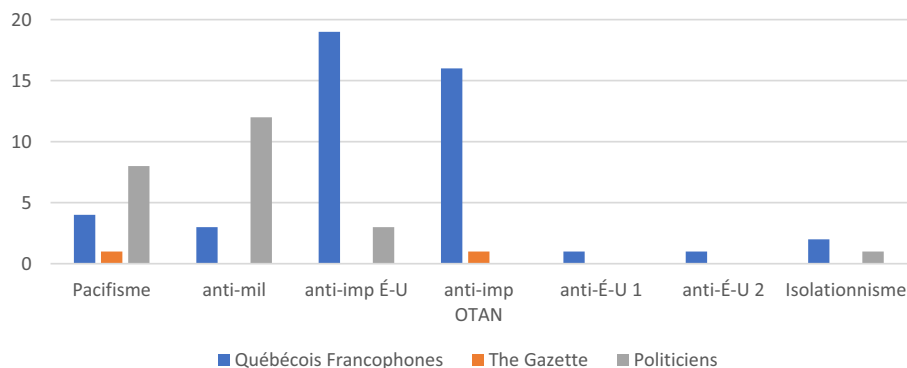
**Graphique 1.** Nombre de propos reprenant des attitudes de la culture stratégique québécoise par les politiciens.

québécoises à l'égard de la guerre en Ukraine. Ce narratif se manifeste par des prises de position qui considèrent l'Ukraine comme appartenant à la sphère d'influence légitime de la Russie, attribuent le conflit à l'impérialisme américain ou otanien, ou encore décrivent l'État ukrainien comme délinquant et corrompu.

La guerre en Ukraine

Caractéristiques, hétérogénéité et stabilité de la culture stratégique québécoise

Dès le 23 février 2022, une motion de « solidarité avec le peuple ukrainien » est adoptée par l'Assemblée nationale du Québec. La motion exprime « le souhait d'une résolution pacifique basée sur la négociation et le respect du droit international ».



Graphique 2. Nombre de propos reprenant des attitudes de la culture stratégique québécoise au sein des médias et politiciens québécois.

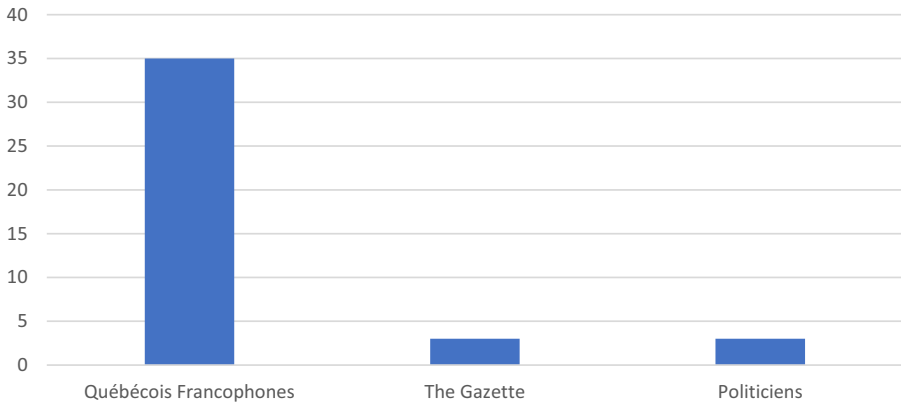
Les déclarations subséquentes des élus de tous les partis, incluant celles du gouvernement et de l'opposition, s'inscrivent dans ce même soutien à « une résolution pacifique » du conflit (Assemblée nationale du Québec, 2022a).

Les discours des élus québécois traduisent un pacifisme et un antimilitarisme profondément enracinés, reflétant l'opinion publique québécoise (voir Figure 1 et Figure 2). Les différences entre les partis politiques sont cependant importantes. Andrés Fontecilla, député de Québec solidaire, affirme ainsi que « nos actions ne doivent jamais être belligérantes. Le Canada ne doit pas aller jouer à la guerre [...] Il faut se positionner contre les guerres entre les pays impérialistes et pour une véritable solidarité internationale ». Il ajoute que « le Canada et le Québec doivent être des acteurs de la paix et non pas jeter de l'huile sur le feu, s'élancer dans une surenchère militariste », tout en plaidant pour une « réduction massive des budgets militaires partout dans le monde » (Assemblée nationale du Québec, 2022a).

Pour Gabriel Nadeau-Dubois, alors co-porte-parole de Québec solidaire, il est essentiel d'éviter tout recours à la force et de prévenir l'escalade du conflit (Point de presse, 2022b). Joël Arseneau, député du Parti québécois, insiste quant à lui sur la nécessité de privilégier « les voies diplomatiques » afin de « trouver une issue pacifique » au conflit (Assemblée nationale du Québec, 2022a). Dans les jours précédant l'invasion, Nadeau-Dubois avait également mis de l'avant l'importance de donner la priorité aux efforts diplomatiques pour empêcher toute détérioration de la situation (Point de presse, 2022a).

Dans le même esprit, Nadine Girault, alors ministre des Relations internationales et de la Francophonie, réaffirme que « la solidarité et le respect du droit international sont des valeurs fondamentales qui guident l'action internationale du Québec » (Assemblée nationale du Québec, 2022a). Le premier ministre François Legault souligne, pour sa part, que la résolution du conflit doit impérativement reposer sur des solutions diplomatiques respectueuses du droit international (Assemblée nationale du Québec, 2022b).

Bien que moins présentes dans l'espace médiatique que dans le discours politique, les attitudes pacifistes et antimilitaristes y occupent néanmoins une place significative. Différentes prises de position critiquent l'usage de la force dans le

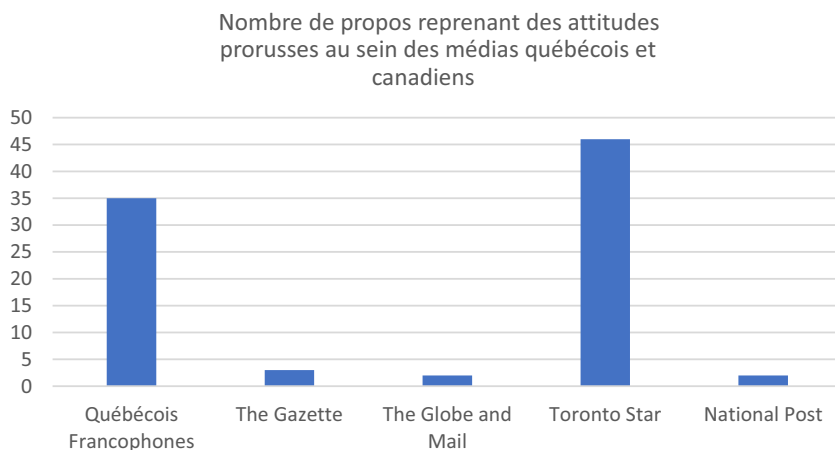


Graphique 3. Nombre de propos reprenant des attitudes prorusses au sein des médias et politiciens québécois.

conflit et appellent à un cessez-le-feu. Selon Jocelyn Jalette (2023), il est impératif de « négocier avec la Russie et faire cesser cette folie guerrière ». Pour d'autres, cette « mobilisation militariste » est perçue comme contraire aux principes que le Canada devrait défendre (Baillargeon et al., 2023b). Certaines prises de position dans les médias québécois expriment un soutien en faveur de la négociation avec la Russie (Baillargeon et al., 2023), tout en manifestant un malaise face aux livraisons d'armes par l'Occident (Coulon, 2023), traduisant un rejet de la militarisation du conflit et de l'engagement du Canada dans celui-ci.

Au-delà de la posture pacifiste antimilitariste commune aux partis politiques au Québec, certains élus de Québec solidaire adoptent aussi une posture anti-impérialiste envers les États-Unis plus marquée. Pour Fontecilla, « il faut se positionner contre les guerres entre les pays impérialistes et pour une véritable solidarité internationale, fondée sur la sécurité de tous les États » (Assemblée nationale du Québec, 2020a). Son collègue Nadeau-Dubois met en garde contre les conséquences pour les civils, soulignant qu'ils se retrouveront « encore une fois, pris au milieu de rivalités de grandes puissances politiques » (Point de presse, 2022a), établissant ainsi une équivalence entre les impérialismes russe et états-unien. Fontecilla ajoute que, bien que la Russie soit largement critiquée, « nombreux sont ceux qui ont dénoncé les agissements des États-Unis dans cette partie du monde » (Assemblée nationale du Québec, 2022a).

Les discours anti-impérialistes visant les États-Unis et l'OTAN sont présents dans les médias québécois. Certains soutiennent que « l'impérialisme détestable des États-Unis se heurte à l'impérialisme tout aussi détestable de la Russie, et ce sont principalement les Ukrainiens qui en paient le prix » (Héroux, 2022). Certains commentateurs attribuent une part de responsabilité aux États-Unis en raison de leur refus de négocier avec la Russie (Baillargeon et al., 2023a) ou de leur expansion perçue comme une menace « indéniable » par Moscou. D'autres estiment que la domination des États-Unis sur l'OTAN est préoccupante, soulignant qu'ils sont « prêts à tout pour préserver [leur] hégémonie » (Berlyn et al., 2022).



Graphique 4. Nombre de propos reprenant des attitudes prorusses au sein des médias québécois et canadiens.

Ces attitudes anti-impérialistes reprennent fréquemment des arguments proches des positions du Kremlin (voir Figure 3 et Figure 4). Certains auteurs avancent que l'intervention russe serait une réponse à une tentative d'encerclement par l'OTAN (Bock-Côté, 2022), tandis que d'autres considèrent que le désir de l'Ukraine de rejoindre l'Alliance atlantique constitue une « provocation de trop » (Facal, 2022). François Brousseau (2022) souligne qu'il est légitime de s'interroger sur la responsabilité de l'OTAN, suggérant que l'organisation aurait « poussé la Russie dans ses derniers retranchements ». De plus, certains observateurs estiment que l'Occident a rejeté les propositions de négociation formulées par la Russie (Coulon, 2022).

Les critiques adressées aux États-Unis se concentrent principalement sur leurs ambitions impérialistes, plutôt que sur leur système politique ou leurs valeurs. Toutefois, quelques voix, telles que celle de Michel Roche (2023), abordent la question sous un autre angle, suggérant que « les tensions actuelles gonflent les budgets militaires dans le monde, assurant à leurs fournisseurs d'armes des revenus particulièrement bienvenus pour l'administration Biden ».

Alex Tyrrell, alors chef du Parti vert du Québec (PV), mais non élu à l'Assemblée nationale, a exprimé des positions reprenant directement la rhétorique du président russe Vladimir Poutine. Il a notamment souligné l'importance de la « dénazification » et de la « démilitarisation » de l'Ukraine, tout en reconnaissant la légitimité des revendications russes à l'égard de Kiev (Cloutier, 2022). Ces propos, alignés sur la position du Kremlin, trouvent également un certain écho dans les médias québécois. Par exemple, Michel Roche affirme que « l'on commence à voir apparaître des points de vue tenant compte des intérêts sécuritaires de la Russie », s'écartant ainsi d'une « vision manichéenne du conflit ». Il critique la position ukrainienne sur la Crimée en soutenant qu'elle est historiquement rattachée à la Russie et que sa population s'identifie légitimement à celle-ci (Roche, 2023).

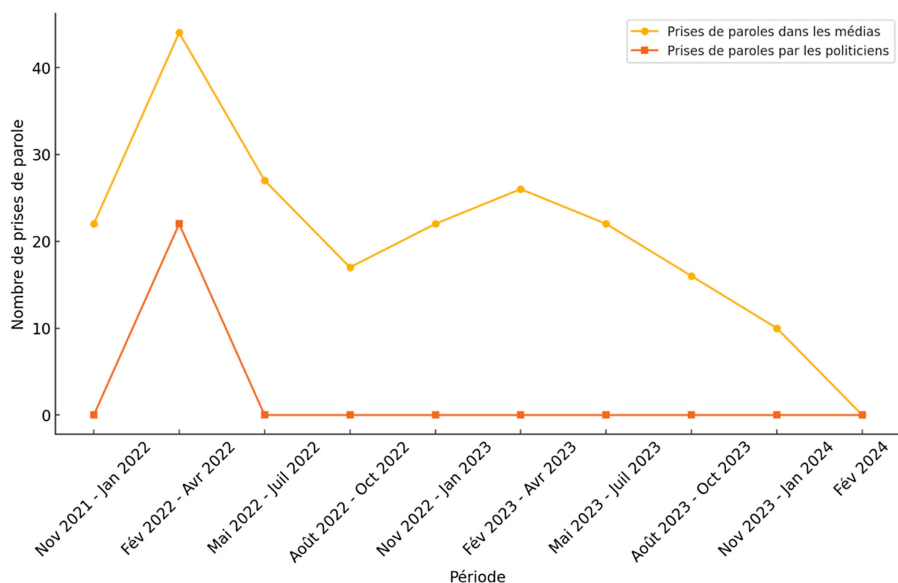
En revanche, les discours adoptant une posture isolationniste demeurent relativement marginaux. Le collectif *Échec à la guerre* s'interroge, dans une tribune, sur la pertinence de l'implication canadienne dans le conflit, suggérant que cet engagement sert avant tout à « préserver l'hégémonie étatsunienne » et contestant l'importance stratégique de cette guerre pour le Canada (Baillargeon et al., 2023b). Toutefois, la plupart des critiques de l'engagement canadien se concentrent sur l'aide militaire plutôt que sur la participation du Canada dans son ensemble.

L'analyse des sept dimensions identifiées dans la littérature savante, ainsi que la dimension contextuelle relative à des attitudes prorusses, révèle des distinctions notables entre les discours des politiciens et ceux des médias. Alors que les élus québécois s'expriment relativement peu sur le conflit, leurs prises de position mettent largement de l'avant des perceptions pacifistes et antimilitaristes, en phase avec la tradition de paradiplomatie québécoise. Une posture anti-impérialiste est également perceptible, bien qu'elle soit principalement portée par les élus de Québec solidaire, en cohérence avec leur positionnement idéologique ancré à gauche. Parmi les politiciens, les attitudes prorusses se limitent aux propos d'Alex Tyrrell, qui ont d'ailleurs été publiquement désapprouvés par le Parti vert du Canada (Les demandes de la Russie raisonnables, selon le chef du Parti Vert du Québec, 2022).

De l'autre côté, dans les médias québécois, si l'on retrouve des discours pacifistes et antimilitaristes, les prises de position visent plutôt les agissements présumés des États-Unis et de l'OTAN, traduisant une posture anti-impérialiste. De plus, certaines attitudes prorusses sont observées. Toutefois, leur portée doit être relativisée. En effet, ces discours sont largement concentrés entre les mains de quatre auteurs (Michel Roche, Mathieu Bock-Côté, Jocelyn Coulon et Joseph Facal) ainsi qu'un collectif (*Échec à la guerre*), qui représentent à eux seuls 68 pour cent des prises de position recensées.

Ainsi, la culture stratégique québécoise semble principalement caractérisée par des tendances pacifistes, antimilitaristes et anti-impérialistes. Les attitudes critiques envers les États-Unis, qu'ils relèvent du « *friendly fire* » ou d'une hostilité plus marquée, demeurent marginales. Toutefois, une certaine pénétration de discours reprenant des éléments d'attitudes prorusses sont observées, notamment à travers des critiques à l'encontre de l'OTAN, de l'Occident et des États-Unis, présentés comme ayant une part de responsabilité dans le conflit.

Les déclarations des élus de l'Assemblée nationale, ainsi que leurs interventions lors de conférences de presse et dans les médias, ont été relativement nombreuses au cours des mois de février et mars 2022, avant de diminuer significativement par la suite (voir Figure 5). Les interventions ultérieures se sont principalement concentrées sur la réaffirmation ponctuelle du soutien du Québec à l'Ukraine et la promotion d'initiatives locales d'aide humanitaire, notamment en matière d'accueil des réfugiés ukrainiens. Toutefois, ces prises de position n'ont pas mis de l'avant des éléments distinctifs de la culture stratégique québécoise. Quant aux médias francophones québécois, la distribution des prises de position suit une tendance similaire, avec une concentration des discours à l'approche du conflit et à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion, durant l'hiver 2023.



Graphique 5. Évolution des prises de paroles dans les médias et par les politiciens.

Articulations des cultures stratégiques québécoise et canadienne

Dès le déclenchement de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022, le Canada a affiché un soutien ferme à l'Ukraine. La rhétorique canadienne à l'égard de la Russie y est particulièrement critique. Ottawa adopte une posture résolument non pacifiste, affirmant qu'il « continuera d'aider les Ukrainiens à défendre leur liberté aussi longtemps qu'il faudra pour parvenir à une paix juste » (Affaires mondiales Canada, 2023). La ministre de la Défense, Anita Anand, a également déclaré que « le Canada continuera de fournir à l'Ukraine les moyens de défense dont elle a besoin pour combattre et pour gagner » (Ministère de la Défense nationale, 2023).

Le premier ministre du Québec, François Legault, a exprimé un soutien sans équivoque à la politique du gouvernement fédéral, affirmant s'aligner « à 100 pour cent » sur les décisions prises par Ottawa. En Chambre, il a déclaré : « On va appuyer Justin Trudeau et le gouvernement fédéral pour mettre en place toutes les mesures de répression, entre autres économiques, pour cesser de faire des affaires avec la Russie » (Lévesque et Lecavalier, 2022). Bien que le gouvernement du Québec n'ait pas explicitement soutenu la fourniture d'armes à l'Ukraine, il s'est abstenu de critiquer les décisions prises par Ottawa, manifestant par conséquent un appui général à la politique fédérale.

Dans l'espace médiatique québécois, les chroniques, lettres d'opinion et éditoriaux expriment majoritairement un soutien à l'Ukraine. Une part importante des prises de position souligne les risques que la guerre pose pour l'ordre libéral (Boucher, 2022; Normandin, 2022; Myles, 2022) et pour les valeurs européennes (Legault, 2022b). Les violations du droit international par la Russie font l'objet de nombreuses critiques dans les médias (Deglise, 2022; Hachey, 2022), témoignant

d'un consensus marqué en faveur des institutions internationales et des normes libérales.

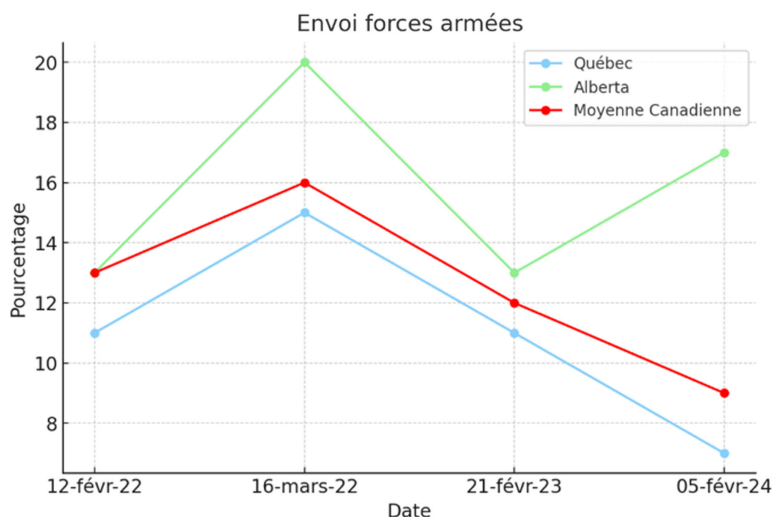
Ces préoccupations sont également reprises par les élus québécois. En mars 2022, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une motion affirmant que le conflit constitue « une attaque frontale à la démocratie ukrainienne et à l'ensemble des démocraties du monde » (Assemblée nationale du Québec, 2022c). Lors d'une rencontre avec son homologue ontarien, le premier ministre Legault a décrit l'invasion russe comme « la nouvelle ligne de front entre la démocratie et l'autoritarisme » (Berthiaume, 2022). La ministre Girault a réitéré cette vision en soulignant que « la solidarité et le respect du droit international sont des valeurs fondamentales qui guident l'action internationale du Québec et qui sont indispensables à l'édification d'un monde durable, juste et sécuritaire » (Assemblée nationale du Québec, 2022b).

Les discours en faveur d'une posture atlantiste sont également présents dans les médias québécois. Stéphanie Grammond (2022) affirme ainsi que le « Canada n'ira jamais à la guerre sans ses alliés », tout en soulignant la nécessité de revoir sa stratégie militaire afin d'éviter que « notre réputation soit ternie auprès de nos alliés ». Certains observateurs perçoivent toutefois cet alignement comme un manque de leadership, suggérant que le Canada agit en « lève-tard » qui « avance à pas feutrés derrière ses alliés » (Leclerc, 2022). D'autres s'inquiètent du risque d'un éventuel abandon du Canada par ses alliés en raison de ses faibles dépenses militaires et de son manque d'ambition stratégique (Charest, 2022). Au Québec, les préoccupations liées à la menace russe sur les États membres de l'OTAN sont moins présentes dans le discours politique. Si les élus québécois reconnaissent l'importance de défendre l'ordre mondial, ils ne plaident pas aussi ouvertement pour un alignement avec les alliés de l'OTAN que le font certains acteurs médiatiques.

Les attitudes liées à l'internationalisme libéral et à l'atlantisme, présents chez les élus et dans les médias, trouvent également un écho au sein de l'opinion publique. Une majorité significative de Québécois estiment que les pays de l'OTAN devraient se préparer à une intervention militaire ou à l'adhésion de l'Ukraine à l'organisation (Léger, 2022). De plus, les Québécois se montrent généralement favorables à une intervention militaire en cas d'attaque russe contre un autre pays de l'OTAN (Nanos, 2022b).

Toutefois, comparativement aux autres populations des autres régions du Canada, les Québécois se montrent généralement moins favorables au soutien accordé par le Canada à l'Ukraine. Après deux ans de conflit, les données révèlent ainsi un profil distinct pour le Québec, bien que les écarts avec le reste du Canada soient aujourd'hui moins marqués qu'ils ne l'ont été par le passé. Dans les semaines suivant le début de la guerre en Irak à la fin mars 2003, 54 pour cent des Canadiens anglais soutenaient la guerre, alors que ce chiffre chutait à 29 pour cent au Québec (Ipsos, 2003).

Ces Figures sont issus d'une compilation des sondages tournants réalisés par l'Angus Reid Institute (2022a; 2022b; 2023; 2024) à différentes dates du conflit en Ukraine.¹ Les données révèlent des différences significatives entre le Québec et la moyenne canadienne, suggérant l'existence de dynamiques régionales distinctes en matière de soutien aux initiatives militaires. En moyenne, l'écart entre le Québec et l'ensemble du Canada s'élève à 6 points de pourcentage pour l'aide défensive,



Graphique 6. Évolution de l'opinion publique sur l'envoi de forces armées.

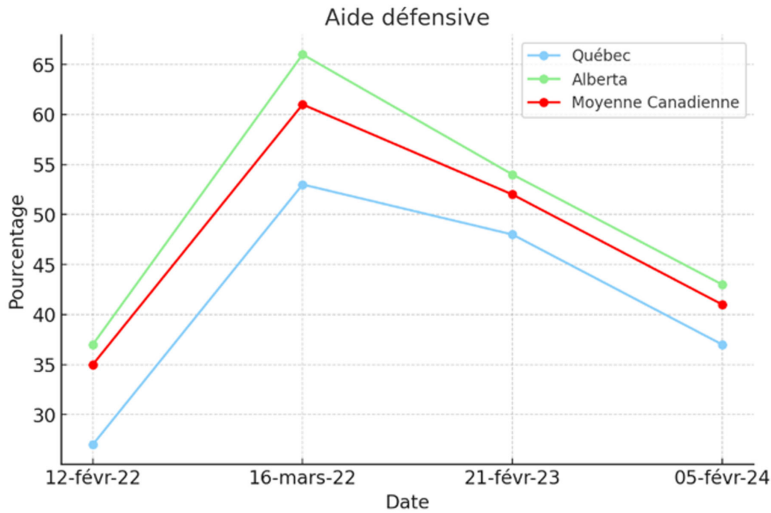
5 points pour les missions d'entraînement et 1,5 point pour l'envoi de forces armées. Ces résultats traduisent une réticence plus marquée du Québec à l'égard de ces engagements comparativement aux autres provinces.

Les écarts avec l'Alberta apparaissent encore plus prononcés, atteignant en moyenne 4,75 points pour l'envoi de forces armées (voir Figure 6), 8,75 points pour l'aide défensive (voir Figure 7), et 6,75 points pour les missions d'entraînement (voir Figure 8). Ces divergences soulignent des différences régionales notables dans les perceptions et attitudes vis-à-vis des interventions militaires, illustrant des dynamiques stratégiques propres à différentes provinces, et non seulement à la dichotomie Québec-Canada.

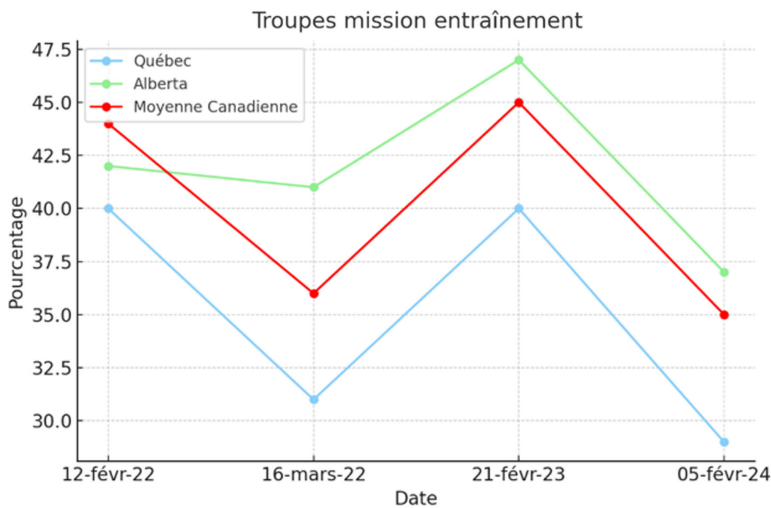
Ces disparités appuient l'hypothèse avancée dans la littérature selon laquelle il existe des cultures stratégiques régionales au Canada, au-delà d'une simple dichotomie entre le Québec et le reste du pays. Les résultats suggèrent que le Québec adopte une posture plus prudente en matière d'engagement militaire, tandis que l'Alberta manifeste un soutien plus affirmé.

Un sondage de Nanos réalisé au début du conflit en Ukraine corrobore cette tendance, révélant que les Québécois sont moins enclins que la moyenne canadienne à soutenir une augmentation des dépenses en défense. Seuls 35,5 pour cent des Québécois y sont favorables, contre une moyenne nationale de 45 pour cent, certaines régions comme les Prairies atteignant même 54,2 pour cent. Le Québec est également la seule province où le soutien aux dépenses sociales dans le contexte de la pandémie de COVID-19 surpasse celui en faveur des forces armées dans le cadre de la guerre en Ukraine (Nanos, 2022a).

Enfin, une différence significative de 14,2 points de pourcentage est observée entre le soutien à une intervention militaire aux côtés de l'Ukraine contre la Russie, atteignant 32,8 pour cent au Québec contre 47 pour cent à l'échelle nationale. Certaines provinces, comme celles de l'Atlantique, affichent un taux de soutien



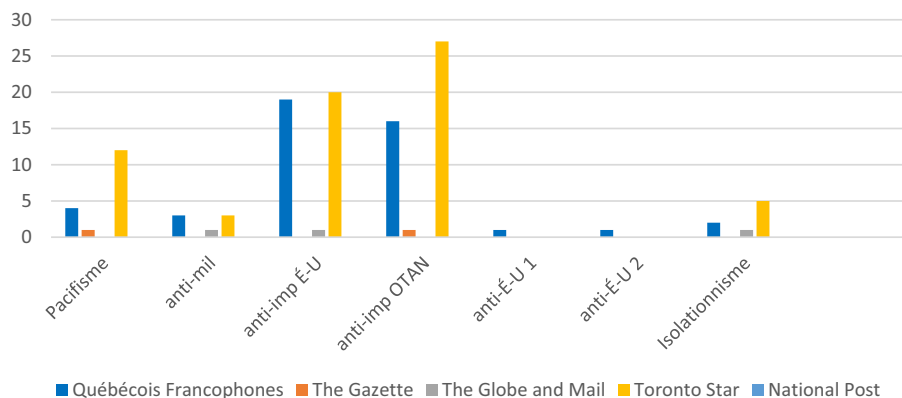
Graphique 7. Évolution de l'opinion publique sur l'aide défensive.



Graphique 8. Évolution de l'opinion publique sur l'envoi de troupes pour assurer l'entraînement des forces armées ukrainiennes.

encore plus élevé, atteignant 62 pour cent (Nanos, 2022b). Ces résultats témoignent de l'existence de différences régionales importantes dans la perception de la guerre en Ukraine, soulignant quand même la spécificité québécoise en matière de politique de défense et d'intervention internationale.

Les principales différences entre le Québec et le reste du Canada concernent les dépenses militaires. Le Québec exprime une volonté récurrente de réduire les



Graphique 9. Nombre de propos reprenant des attitudes de la culture stratégique québécoise au sein des médias québécois et canadiens.

dépenses en matière de défense, une tendance moins marquée dans les autres provinces (Nanos, 2022a; 2022b). De surcroît, les électeurs du Bloc québécois se montrent généralement moins favorables à l'octroi d'une aide militaire, qu'elle soit létale ou non (Angus Reid Institute, 2022b). Ces tendances traduisent la persistance d'un pacifisme relativement marqué, bien qu'une certaine évolution soit observable. Les résultats des sondages indiquent une réticence québécoise plus prononcée que celle du reste du Canada à recourir à la force, mais ces différences sont désormais moins marquées qu'auparavant.

Dans le paysage médiatique québécois, les attitudes caractéristiques de la culture stratégique québécoise se manifestent peu dans *The Gazette*. Cette faible prévalence semble refléter une prédominance des perspectives favorables à l'atlantisme et à l'internationalisme libéral, qui structurent largement les médias anglophones au Québec. Une tendance similaire peut être observée dans des publications comme *The Globe and Mail* et le *National Post*, où les huit attitudes identifiées (y compris celles prorusses) sont également peu présentes. À l'inverse, certaines caractéristiques associées à la culture stratégique québécoise, telle que le pacifisme, l'anti-impérialisme, l'isolationnisme, et même des attitudes prorusses, se retrouvent davantage dans *The Toronto Star* (voir Figure 9).

Ces différences entre les prises de position médiatiques au Québec et dans le reste du Canada soulèvent des questions quant à l'origine de cette culture stratégique. Les traits distinctifs de la culture stratégique québécoise pourraient-ils s'inscrire dans une logique idéologique liée au centre-gauche libéral, proche à la fois du *Toronto Star* et de Québec solidaire ? Ces observations tendent ainsi à appuyer l'hypothèse selon laquelle les divergences observées découlent davantage de différences idéologiques que de clivages linguistiques.

Conclusion

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a suscité des réactions significatives de la part des gouvernements et de l'opinion publique. Bien

que le Québec ne détienne aucune compétence constitutionnelle en matière de défense, ses élus ont néanmoins pris position sur ce conflit. Les spécialistes ont mis en évidence des différences culturelles et linguistiques entre le Québec et le reste du Canada, ainsi que des divergences plus marquées avec certaines régions du pays sur ces enjeux. Dans ce contexte, la question suivante se pose : quelles attitudes entretiennent les Québécois à l'égard de la guerre en Ukraine ?

Les résultats de cette recherche indiquent que la culture stratégique québécoise demeure marquée par un pacifisme et un antimilitarisme persistants, observables tant chez les politiciens que dans l'opinion publique. Le premier ministre ainsi que plusieurs autres politiciens de divers partis qui évoluent dans le système québécois insistent sur la nécessité de privilégier des solutions pacifiques et diplomatiques. Par ailleurs, un sentiment anti-impérialiste, porté notamment par les élus de Québec solidaire, se manifeste à travers des critiques récurrentes envers les États-Unis et l'OTAN.

Toutefois, la culture stratégique québécoise n'est pas homogène. Si les élus affichent majoritairement des positions pacifistes, le paysage médiatique reflète une certaine diversité, incluant des discours anti-impérialistes et prorusses, bien que ceux-ci restent marginaux et portés par peu d'acteurs.

Malgré ces particularités, une convergence persiste entre le Québec et les orientations stratégiques plus larges du Canada. Les élus québécois soutiennent généralement les décisions prises par Ottawa sans toutefois exprimer explicitement leur appui à l'aide militaire à l'Ukraine. L'opinion publique québécoise, bien que moins favorable à une aide militaire que celle du reste du Canada, présente des écarts moindres qu'auparavant. Les sondages d'opinion au Canada montrent des divergences d'attitudes entre le Québec et le Canada, mais de façon encore plus importante entre certaines provinces (Alberta) et régions (les Prairies), et le Québec.

L'étude met également en lumière la présence de discours reflétant l'existence d'attitudes prorusses au Québec. Sur le plan politique, ces attitudes restent limitées à des figures marginales telles qu'Alex Tyrrell, dont les déclarations sur la « dénazification » et la « démilitarisation » de l'Ukraine reprennent directement la rhétorique du président russe Vladimir Poutine, suscitant d'ailleurs des critiques internes au sein de son propre parti. Par ailleurs, certains médias québécois reprennent des arguments du Kremlin, suggérant que l'OTAN cherche à encercler la Russie ou que le désir de l'Ukraine de rejoindre l'Alliance atlantique constitue une provocation excessive. Toutefois, ces discours demeurent marginaux et sont principalement portés par un nombre restreint d'individus et de groupes.

Note

¹ Pour la figure 6, la question posée est : « Indépendamment des mesures prises jusqu'à présent, le Canada devrait-il envoyer des troupes canadiennes combattre aux côtés des forces ukrainiennes ? ». Pour la figure 7, la question posée est : « Indépendamment des mesures prises jusqu'à présent, le Canada devrait-il fournir des armes et équipements défensifs — lunettes de vision nocturne, casques, armures, radios, etc. ? » Pour la figure 8, la question posée est : « Indépendamment des mesures prises jusqu'à présent, le Canada devrait-il augmenter le nombre de soldats canadiens impliqués dans la formation des militaires ukrainiens ? »

Références

- Affaires Mondiales Canada. 2023. « La ministre Joly s'est rendue en Ukraine pour discuter du soutien indéfectible et inébranlable du Canada envers l'Ukraine ». *Communiqué de presse*, 16 février 2023. <<https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2023/02/la-ministrejoly-sest-rendue-en-ukraine-pour-discuter-du-soutien-indefectible-et-inebranlable-du-canada-envers-lukraine.html>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Angus Reid Institute. 2022a. « Half of Canadians back sending lethal aid to Ukraine; most prefer humanitarian assistance, sanctions against Russia ». 16 mars 2022.
- Angus Reid Institute. 2022b. « Canadians would offer support to Ukraine in conflict with Russia, but few say they want troops involved ». 17 février 2022.
- Angus Reid Institute. 2023. « International Priorities: Defence rises in prominence as majority believes Canada's military is lagging behind ». 2 Juin 2023.
- Angus Reid Institute. 2024. « As NATO calls on allies to increase defence spending, Canadians prioritise importance of military readiness ». 5 mars 2024.
- Assemblée nationale du Québec. Parlement. 2022a. *Journal des débats*. Vol. 46, no. 34. 23 février 2022.
- Assemblée nationale du Québec. Parlement. 2022b. *Journal des débats*. Vol. 46, no. 36. 15 mars 2022.
- Assemblée nationale du Québec. Parlement. 2022c. *Journal des débats*. Vol. 46, no. 37. 15 mars 2022.
- Baillargeon, Jean, Judith Berlyn, Martine Eloy, Mouloud Idir-Djerroud, Raymond Legault, et Suzanne Loiselle. 2023a. « Cessez le feu, Russie, Ukraine, OTAN et négociez! ». *Le Devoir*, 24 février 2023. <<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/782991/guerre-en-ukraine-cessez-le-feu-russie-ukraine-otan-et-negociez>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Baillargeon, Jean, Judith Berlyn, Martine Eloy, Mouloud Idir-Djerroud, Raymond Legault, et Suzanne Loiselle. 2023b. « 2 % du PIB pour encore plus de guerres ? ». *Le Devoir*, 6 mai 2023. <<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/790517/depenses-2-du-pib-pour-encore-plus-de-guerres>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Balthazar, Louis. 1999. « The Quebec Experience: Success or Failure? ». Dans *Paradiplomacy in Action : The Foreign Relations of Subnational Governments*, édité par Francisco Aldecoa and Michael Keating, 153–169. Abingdon: Routledge.
- Bellavance, Joël-Denis. 2022. « Le Canada prêt à imposer rapidement des sanctions ». *La Presse*, 15 février 2022. <<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2022-02-15/craintes-d-invasion-de-l-ukraine-par-la-russie/le-canada-pret-a-imposer-rapidement-des-sanctions.php>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Berlyn, Judith, Marline Eloy, Raymond Legault, et Suzanne Loiselle. 2022. « Pour la paix, exigeons que le Canada se retire de l'OTAN ». *Le Devoir*, 27 juin 2022. <<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/727350/idees-pour-la-paix-exigeons-que-le-canada-se-retire-de-l-otan>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Berthiaume, Lee. 2022. « Un jour du Souvenir dans l'ombre de la guerre en Ukraine ». *Le Devoir*, 12 novembre 2022. <<https://www.ledevoir.com/societe/770458/les-canadiens-soulignent-le-jour-du-souvenir-avec-des-ceremonies-d-un-ocean-a-l-autre>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Bloomfield, Alan, et Kim Richard Nossal. 2007. « Towards an Explicative Understanding of Strategic Culture: The Cases of Australia and Canada ». *Contemporary Security Policy* 28 (2): 286–307.
- Bock-Côté, Mathieu. 2022. « Ukraine : Faut-il vraiment suivre les Américains ? ». *Le Journal de Montréal*, 26 janvier 2022. <<https://www.journaldemontreal.com/2022/01/26/ukraine-faut-il-vraiment-suivre-les-americains>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Boucher, Jean-Christophe. 2010. « Evaluating the 'Trenton Effect': Canadian Public Opinion and Military Casualties in Afghanistan (2006–2010) ». *American Review of Canadian Studies* 40 (2): 237–258.
- Boucher, Jean-Christophe, et Kim Richard Nossal. 2017. *The Politics of War: Canada's Afghanistan Mission, 2001–14*. Vancouver: UBC Press, 2017.
- Boucher, Vincent. 2022. « La sécurité dans un monde divisé par la concurrence stratégique ». *La Presse*, 1^{er} mai 2022. <<https://www.lapresse.ca/contexte/2022-05-01/international/la-securite-dans-un-monde-divise-par-la-concurrence-strategique.php>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Brousseau, François. 2022. « Le "campisme" anti-américain ». *Le Devoir*, 12 décembre 2022. <<https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/774299/chronique-le-campisme-anti-americaain>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)

- Burla, Laila, Birte Knierim, Jurgen Barth, Katharina Liewald, Margreet Duetz, et Thomas Abel. 2008. « From Text to Codings: Intercoder Reliability Assessment in Qualitative Content Analysis ». *Nursing Research* 57 (2): 113–117.
- Chambres des Communes. Parlement. 2022. « L’allocution du président de l’Ukraine ». *Hansard* 151 (042). 44^e législature, 1^{re} session, 21 mars 2022.
- Charest, Jean. 2022. « Le sous-financement de notre défense nationale met le Canada en danger », *Le journal de Montréal*, 15 mars 2022. <<https://www.journaldemontreal.com/2022/03/15/le-sous-financement-de-notre-defense-nationale-met-le-canada-en-danger>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Cloutier, Jean-François. 2022. « Guerre en Ukraine : Ottawa appuie les Néonazis selon le chef du Parti vert ». *Le Journal de Québec*, 9 mars 2022. <<https://www.journaldequebec.com/2022/03/09/ottawa-appuie-les-neonazis-selon-le-chef-du-parti-vert>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Coulon, Jocelyn. 2022. « La balle est dans le camp ukrainien ». *La Presse*, 12 février 2022. <https://plus.lapresse.ca/screens/ffbae89-d4ef-440c-9ab5-87dc0b8b158a%7C_0.html>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Coulon, Jocelyn. 2023. « L’opinion publique face à la guerre en Ukraine ». *Le Devoir*, 28 février 2023. <<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/783395/idees-l-opinion-publique-face-a-la-guerre-en-ukraine>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Cour suprême du Canada. *Baker c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration)*, [1999] 2 R.C.S. 817.
- Dawson, Grant. 2022. « Canada has been caught between great powers before. We have the experience to make a difference in Ukraine ». *Toronto Star*, 14 août 2022. <https://www.thestar.com/opinion/contributors/canada-has-been-caught-between-great-powers-before-we-have-the-experience-to-make-a/article_72e29180-3b3e-5fa1-9973-0b8b0e721636.html>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Deglise, Fabien. 2022. « Des appels à expulser la Russie de l’ONU ». *Le Devoir*, 26 février 2022. <<https://www.ledevoir.com/monde/europe/680064/diplomatie-des-appels-a-expulser-la-russie-de-l-onu>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Facal, Joseph. 2022. « Ukraine : les principes et les intérêts ». *Le Journal de Montréal*, 22 mars 2022. <<https://www.journaldemontreal.com/2022/03/22/ukraine-les-principes-et-les-interets>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Feldman, Elliot J., et Lily Feldman Gardner. 1990. « Canada ». Dans *Federalism and International Relations: The Role of Subnational Units*, édité par Hans J. Michelmann et Pana Yotis Soldatos, 176–210. Oxford: Oxford University Press.
- Fitzsimmons, Scott, Allan Craigie, et Marc-André Bodet. 2014. « Canadian Public Opinion About the Military: Assessing the Influences on Attitudes Toward Defence Spending and Participation in Overseas Combat Operations ». *Canadian Journal of Political Science* 47 (3) : 503–518.
- Grammond, Stéphanie. 2022. « Armons-nous pour la paix ». *La Presse*, 5 mars 2022. <https://plus.lapresse.ca/screens/1bb7cc9c-d3cb-4b95-ab93-0c6cf76aa035%7C_0.html>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Gravelle, Timothy, Thomas J. Scotto, Jason Reifler, et Harold D. Clarke. 2014. « Foreign policy beliefs and support for Stephen Harper and the Conservative Party ». *Canadian Foreign Policy Journal* 20 (2): 111–130.
- Gravelle, Timothy B. 2022. « Framing middle power foreign policy: trade, security, and human rights frames in Canadian and Australian foreign policy attitudes ». *International Relations of the Asia-Pacific* 22: 101–130.
- Hachey, Isabelle. 2022. « L’anti-Langue de Bois ». *La Presse*, 22 mai 2022. <https://plus.lapresse.ca/screens/48e9586c-c9ad-4c04-b546-9a178f2da0b0%7C_0.html>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Haglund, David G., et Justin Massie. 2009. « Has Quebec Become a Northern Mexico? Public Opinion and America’s “Long War” ». *American Review of Canadian Studies* 39 (4): 398–417.
- Haglund, David G., et Stéphane Roussel. 2021. « “Les Perdants” : aux fondements historiques de la culture stratégique contemporaine de la société québécoise ». *Études Canadiennes / Canadian Studies*: 11–31.
- Hermann, Margaret G. 2008. « Content Analysis ». Dans *Qualitative Methods in International Relations*, édité par Audie Klotz et Deepa Prakash, 151–167. Londres: Palgrave Macmillan.
- Héroux, Carole. 2022. « Une guerre indirecte entre les États-Unis et la Russie ? » *La Presse*, 29 juin 2022. <<https://www.lapresse.ca/debats/courrier-des-lecteurs/2022-06-29/ukraine/une-guerre-indirecte-entre-les-etats-unis-et-la-russie.php>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Hock, Martin. 2021. « The Influence of Strategic Culture on Legal Justifications: Comparing British and German Parliamentary Debates Regarding the War against ISIS ». *Erasmus Law Review* 14 (2): 68–82.

- Ipsos. 2003. « Canada and the Iraq War: Two Solitudes Emerge ». 2003. Ipsos, 6 avril 2003. <<https://www.ipsos.com/en-ca/canada-and-iraq-war-two-solititudes-emerge>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Jalette, Jocelyn. « L'OTAN, un piège ». *Le Devoir*, 12 juillet 2023. <<https://www.ledevoir.com/opinion/lettre/s/794557/l-otan-un-piege>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Keating, Tom. 2002. *Canada and World Order: The Multilateral Tradition in Canadian Foreign Policy*. Toronto: Oxford University Press, 2002.
- Kevins, Anthony, et Stuart Soroka. 2018. « Growing Apart? Partisan Sorting in Canada, 1992–2015 ». *Canadian Journal of Political Science* 51 (1): 103–133.
- Leclerc, Michel. 2022. « Le Canada Condamné à Jouer un Rôle Modeste sur la Scène Internationale ». *La Presse*, 30 mars 2022. <<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2022-03-30/guerre-en-ukraine/le-canada-condamne-a-jouer-un-role-moderate-sur-la-scene-internationale.php>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Legault, Josée. 2022a. « Sauvons l'Ukraine des griffes de poutine ». *Le Journal de Montréal*, 25 février 2022. <<https://www.journaldemontreal.com/2022/02/25/savons-lukraine-des-griffes-de-poutine>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Legault, Josée. 2022b. « Un 8 mars tragique pour les femmes d'Ukraine ». *Le Journal de Québec*, 8 mars 2022. <<https://www.journaldequebec.com/2022/03/08/un-8-mars-tragique-pour-les-femmes-dukaine>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Léger. 2022. « Le conflit Russie-Ukraine ». 15 mars 2022. <<https://leger360.com/fr/tracker-nord-americain-de-leger-15-mars-2022/>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Les demandes de la Russie raisonnables, selon le chef du Parti Vert du Québec. 2022. *TVA Nouvelles*, 5 mars 2022. <<https://www.tvanouvelles.ca/2022/03/05/les-demandes-de-la-russie-raisonnables-selon-le-chef-du-parti-vert-du-quebec-1-1>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Les manifestations prouvent qu'il y a deux nations au Canada – Bernard Landry. 2003. *Le Devoir*, 17 février 2003. <<https://www.ledevoir.com/societe/20669/les-manifestations-prouvent-qu-il-y-a-deux-nations-au-canada-bernard-landry>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Lévesque, Fanny, et Charles Lecavalier. 2022. « Québec Ouvre Sa Porte Aux Réfugiés ». *La Presse*, 24 février 2022. <<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2022-02-24/guerre-en-ukraine/quebec-ouvre-sa-porte-aux-refugies.php>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Massie, Justin. 2011. « Regional strategic subcultures: Canadians and the use of force in Afghanistan and Iraq ». *Canadian Foreign Policy Journal* 14 (2): 19–48.
- Massie, Justin, et Jean-Christophe Boucher. 2013. « Militaristes et anti-impérialistes. Les Québécois face à la sécurité internationale ». *Études internationales* 44 (3): 359–385.
- Massie, Justin, Jean-Christophe Boucher, et Stéphane Roussel. 2010. « Hijacking a Policy? Assessing Quebec's "Undue" Influence on Canada's Afghan Policy ». *American Review of Canadian Studies* 40 (2): 259–275.
- Massie, Justin, et Marjolaine Lamontagne. 2018. « Par-delà les champs de compétence : L'affirmation du Québec en matière de guerre et de paix ». *Revue canadienne de science politique* 51 (3): 537–598.
- Mejias, Ulises A., et Nikolai E. Vokuev. 2017. « Disinformation and the Media: The Case of Russia and Ukraine ». *Media, Culture & Society* 39 (7): 1027–1042.
- Ministère de la Défense nationale. 2023. « La ministre de la Défense Anita Anand se rend à Kyiv, rencontre le ministre de la Défense Oleksii Reznikov et annonce le don de 200 véhicules blindés supplémentaires ». Communiqué de presse, 18 janvier 2023. <<https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/nouvelles/2023/01/la-ministre-de-la-defense-anita-anand-se-rend-a-kyiv-rencontre-le-ministre-de-la-defense-oleksii-reznikov-et-annonce-le-don-de-200vehicules-blindes.html>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Myles, Brian. 2022. « Après l'Ukraine... ». *Le Devoir*, 26 février 2022. <<https://www.ledevoir.com/opinion/editoriaux/680010/invasion-russe-apres-l-ukraine>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Nanos. 2022a. « Canadians are split on whether or not they support increasing taxes to help pay for more defence spending ». 18 mars 2022. <<https://nanos.co/wp-content/uploads/2022/03/2022-2114-CTV-Globe-March-Populated-report-Defence-spending-with-tabs.pdf>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Nanos. 2022b. « Canadians more likely to support increasing economic sanctions rather than going to war with Russia with Ukraine ». 22 mars 2022. <<https://nanos.co/2022-reports/>>. (Consulté le 17 avril, 2025.)
- Neuendorf, Kimberly A. 2017. *The Content Analysis Guidebook*. Sage.

- Nielson, Michaud. 2006. « La doctrine Gérin-Lajoie ». Dans *Histoire des relations internationales du Québec*, édité par Stéphane Paquin et Louise Beaudoin, 263–277. Montreal: VLB éditeur.
- Normandin, Henri-Paul. 2022. « Un rôle pour le Canada dans la gouvernance mondiale ». *La Presse*, 26 mars 2022. <<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2022-03-26/guerre-en-ukraine/un-role-pour-le-canada-dans-la-gouvernance-mondiale.php>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Nossal, Kim Richard, Stéphane Roussel, et Stéphane Paquin. 2023. « Paradiplomatie identitaire et protodiplomatie du Québec ». Dans *Politique internationale et défense au Canada et au Québec*, édité par Kim Richard Nossal, Stéphane Roussel et Stéphane Paquin, 503–540. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 2023.
- Paquin, Stéphane. 2018. "Identity Paradiplomacy in Québec." *Quebec Studies* 66: 3–26.
- Paquin, Stéphane, et Louise Beaudoin, ed. 2006. *Histoire des relations internationales du Québec*. Montréal: VLB éditeur.
- Payette, Jean-François. 2011. *Introduction Critique aux Relations Internationales du Québec : Le Mythe d'une Politique Étrangère*. 2e édition. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Point de presse de M. Gabriel Nadeau-Dubois, chef du deuxième groupe d'opposition, et Mme Manon Massé, porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la jeunesse. 2022a. *Conférence et points de presse*. 22 février 2022, 10 h 30.
- Point de presse de M. Gabriel Nadeau-Dubois, chef du deuxième groupe d'opposition, et M. Sol Zanetti, porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour les aînés. 2022b. *Conférence et points de presse*. 24 février 2022, 8 h.
- Point de presse de Mme Véronique Hivon, porte-parole du troisième groupe d'opposition pour la famille. 2022c. *Conférence et points de presse*. 11 mai 2022, 8 h 20.
- Presse quotidienne – Centre d'Études sur les Médias. 2024. Centre d'Études sur les Médias. 13 décembre 2024. <<https://www.cem.ulaval.ca/economie/propriete/presse-quotidienne/>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Roche, Michel. 2022. « La fragilité de la Russie de Vladimir Poutine ». *Le Devoir*, 10 janvier 2022. <<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/659133/politique-internationale-la-fragilite-de-la-russie-de-vladimir-poutine>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Roche, Michel. 2023. « Le Pari d'une Victoire Ukrainienne ». *Le Devoir*, 2 mars 2023. <<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/783718/idees-le-pari-d-une-victoire-ukrainienne>>. (Consulté le 17 avril 2025.)
- Roussel, Stéphane, et Jean-Christophe Boucher. 2008. « The Myth of the Pacific Society: Quebec's Contemporary Strategic Culture ». *American Review of Canadian Studies* 38 (2): 165–187.
- Roussel, Stéphane. 2006. « Une culture stratégique en évolution ». Dans *Histoire des relations internationales du Québec*, édité par Stéphane Paquin et Louise Beaudoin, 278–297. Montreal: VLB éditeur.
- Roussel, Stéphane, et Charles-Alexandre Théorêt. 2007. « Une stratégie distincte ? La culture stratégique canadienne et le mouvement souverainiste québécois (1968–1996) ». Dans *Culture stratégique et politique de défense. L'expérience canadienne*, édité par Stéphane Roussel, 183–199. Outremont: Athéna éditions.
- Vessey, Rachelle. 2016. *Language and Canadian Media*. Londres: Palgrave Macmillan.
- Winter, Elke. 2011. *Us, Them, and Others: Pluralism and National Identity in Diverse Societies*. Toronto: University of Toronto Press.

Pour citer cet article : Perron, Nicolas-François et Justin Massie. 2025. «La culture stratégique québécoise à l'aune de la guerre en Ukraine.» *Revue canadienne de science politique* 58 (3): 591–615. <https://doi.org/10.1017/S0008423925100425>.